



Messages (disponibles en 3 langues: FR|ES|EN)

A). Slogan

Le libre-échange affame ! OMC dégage de nos champs !

B). Hashtags :

Principal: #LeLibreÉchangeAffame #OMCdégage)

Aussi: #StopOMC #OMCTueLesPaysans)

Complémentaires : #DroitsPaysansMAINTENANT #SouverainetéAlimentaireMAINTENANT #StockagePublicMaintenant
#PasDeFuturSansSouverainetéAlimentaire #LVC30Ans

C. Arguments :

OMC ET ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE – LE PROBLÈME

1. **Les accords de libre-échange mondiaux ont été synonymes de pauvreté et de pertes pour les paysan·nes.** La faim, les émeutes de la faim, les migrations forcées et la crise climatique en sont les conséquences directes.
2. **L'OMC et les accords de libre-échange promeuvent sans scrupule l'agriculture industrielle,** provoquent la concentration des entreprises et creusent les inégalités.
3. **La spéculation sur les prix des denrées alimentaires engendre la faim** et gonfle artificiellement les prix des denrées alimentaires et du carburant.
4. **L'agriculture industrielle cherche à maximiser le profit et ne lutte pas contre la faim.**
5. **L'agriculture industrielle réchauffe notre planète.** Elle détériore les sols et détruit la biodiversité.

6. **Les accords de libre-échange criminalisent le système de semences paysannes** et favorisent les droits de propriété intellectuelle et les brevets qui profitent uniquement aux entreprises agroalimentaires.
7. Le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, présent dans de nombreux accords de libre-échange, menace la souveraineté nationale et les processus démocratiques.
8. **L'agriculture industrielle exploite la main-d'œuvre migrante** bon marché. Les femmes et les filles dans les zones rurales sont également les victimes de l'agriculture industrielle.
9. L'agriculture industrielle promeut de mauvaises habitudes alimentaires et est à l'origine de problèmes de santé et de nutrition.

PROPOSITIONS ET EXIGENCES DE LA PART DE LVC

Au niveau international

1. **Nous avons besoin d'un cadre international pour les politiques commerciales et agricoles qui soit fondé sur la souveraineté alimentaire**
 - o Ce nouveau cadre devrait ouvrir la voie au renforcement de l'agriculture paysanne locale et nationale. Il faut des fondations stables pour garantir la relocalisation de la production alimentaire et assurer un système commercial international équitable basé sur la coopération et la solidarité plutôt que sur la concurrence et la spéculation.
 - o Le cadre doit être conforme à l'UNDROP et aux autres instruments internationaux relatifs aux droits humains.
 - o Il doit conduire à des négociations transparentes sur les accords visant les produits de base entre les pays exportateurs et importateurs. Il faut garantir des prix abordables pour les pays dépendants des importations.
2. **L'OMC doit être démantelée**
 - o Nous exigeons une réunion d'urgence du Comité sur la Sécurité alimentaire.

- o Nous devons supprimer les règles de l'OMC qui empêchent les pays de constituer des stocks publics de denrées alimentaires et de réguler le marché et les prix.
 - o Nous devons, sans attendre, suspendre et interdire tous les investissements ou opérations spéculatifs sur les produits alimentaires et agricoles.
 - o Nous devons mettre un terme au monopole des multinationales sur le système alimentaire mondial et concentrer nos efforts pour protéger les paysan·nes.
3. **Souveraineté alimentaire pour les pays.** Les pays doivent avoir le droit d'utiliser leurs propres critères pour protéger et promouvoir leur souveraineté alimentaire. Chaque pays doit pouvoir développer sa propre politique agricole et alimentaire et protéger les intérêts de ses paysan·nes, sans nuire aux autres pays.
 4. **Des prix équitables pour les producteur·trices et les consommateurs : les principes du commerce équitable.** Le prix des aliments commercialisés au niveau international doit être fixé sur la base des coûts de production et respecter les principes issus du commerce équitable.
 5. **Interdiction d'utiliser des produits agricoles pour produire des agrocarburants ou de l'énergie.** Le carburant ne doit pas reléguer l'alimentation au second plan.

Au niveau local, national et régional

6. **Reconstituer les réserves alimentaires publiques.** Soutenir la production locale et les pratiques agricoles agroécologiques.

7. **Renforcement du cadre juridique national**

- o Proposer une législation antidumping forte, nécessaire pour empêcher les exportateurs de détruire les marchés paysans locaux.
- o Utiliser l'UNDROP comme instrument juridiquement contraignant pour des lois, des stratégies et des programmes en faveur de la souveraineté alimentaire et des droits des paysan·nes.
- o Promotion de la réforme agraire populaire et intégrale, pour mettre fin à l'accaparement de l'eau, des semences et des terres par les multinationales, et pour garantir aux petit·es producteur·trices des droits équitables sur les ressources productives.
- o Régulation efficace du marché des intrants de l'agriculture intensive (crédits, engrais, pesticides et semences) et interdiction planifiée des pesticides et des OGM.

8. **Donner la priorité à nos marchés locaux et à l'intégration régionale**, plutôt que de laisser les prix être fixés à distance et par des marchés internationaux et des acteurs commerciaux imprévisibles.

9. **Aide publique pour construire des économies locales et nationales solides basées sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire.** La priorité devrait être donnée à l'agriculture familiale, aux femmes et aux groupes vulnérables dans les zones rurales.

10. **Un système de gouvernance alimentaire locale et nationale pensé pour le peuple et non pour les entreprises agroalimentaires.** Les organisations de petit·es producteur·trices, les peuples autochtones, les organisations de femmes devraient se voir accorder un rôle clé dans tous les organes traitant de la gouvernance alimentaire.